

Unité départementale du Littoral  
Rue du Pont de Pierre  
CS 60036  
59820 Gravelines

Gravelines, le 24/03/2025

## Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 12/12/2024

### Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **STAUB FONDERIE**

Rue des Fondeurs  
59660 Merville

#### Références :

H:\\_Commun\2\_Environnement\01\_Etablissements\Equipe\_G2\STAUB\_Merville\_0007003219\2\_INSPECTIONS\2024\_12\_12\_etat des stocks  
Code AIOT : 0007003219

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 12/12/2024 dans l'établissement STAUB FONDERIE implanté RUE DES FONDEURS 59660 MERVILLE. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- STAUB FONDERIE
- RUE DES FONDEURS 59660 MERVILLE
- Code AIOT : 0007003219
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

L'usine de Merville est une fonderie qui produit des articles de cuisson en fonte qui subissent un émaillage. La fonte est produite grâce à deux cubilots utilisés sous un régime de production de 3,5 t/h. Après séparation des moules, au décochage, les pièces sont meulées, grenillées avant émaillage. Le site emploie environ 310 personnes sur une superficie d'environ 57 000 m<sup>2</sup>.

Les installations sont soumises à autorisation au titre des rubriques 2551-1 et 3240.

L'arrêté préfectoral d'autorisation du site date du 29 août 2022.

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	État des matières stockées – Généralités	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
4	registre des produits dangereux	Arrêté Préfectoral du 29/08/2022, article 6.1.2	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	État des matières stockées – Fiches de données de sécurité	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49	Sans objet
3	État des matières stockées – accessibilité à l'état des stocks	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Un état des stocks des matières combustibles peut être produit rapidement mais n'est pas complet.

Le registre à jour des matières dangereuses existe mais ne reprend pas l'ensemble des informations demandées par l'article 6.1.2.

De plus, le choix d'identifier les matières dangereuses par le code associé au pictogramme et non les mentions de dangers est source d'erreur puisque certaines mentions de dangers ne sont pas associées à un pictogramme.

Ces faits constituent des non- conformités.

Au delà de ces remarques il est rappelé à l'exploitant qu'un des objectifs de l'état des stocks est un objectif opérationnel. Même si la prescription applicable ne détaille pas ce qui est attendu, plusieurs améliorations de bon sens peuvent être apportées. Elles sont reprises ci-dessous :

- état des stocks disponible dans un délai très court. L'idéal est de pouvoir présenter l'état des stocks à l'arrivée des pompiers sur site ;
- identification des matières combustibles et dangereuses stockées allant au delà d'un simple nom commercial ou d'une référence ;
- quantité exprimée en kg ou tonnes ou volume et non en unité de produit. Il est possible d'utiliser l'unité de la rubrique applicable ;
- lien avec les dangers doit être établi. Un regroupement par famille (exemple bois, papier/cartons, emballages plastiques, inflammable,...) répond à cet objectif ;
- les encours de production ne constituent pas des stockages. Voir définition des encours page 44/193 du guide "entrepôt de matières combustibles" version 4 de juin 2024 ;
- l'ensemble des matières combustibles y compris les déchets, les stockages en cuve, les emballages,... doivent y figurer ;
- pour les déchets combustibles stockés dans une benne il est admis de considérer le tonnage ou volume de la benne en considérant cette dernière comme complètement remplie ;
- l'ensemble des stockages doit être repris sur un plan général (pouvant aussi reprendre par exemple les pictogrammes associés aux matières dangereuses). Un zoom peut être fait sur des zones particulières pour en faciliter la lecture. L'état des stocks peut alors mentionner la quantité totale présente dans la zone particulière étudiée ;
- la mise à jour doit être quotidienne pour les matières dangereuses et hebdomadaire pour les matières combustibles non dangereuses ;
- cet état des stocks doit être disponible même en cas de perte des utilités (électricité, réseau...) ;
- les petites quantités très inférieures par exemple au seuils de la déclaration peuvent ne pas être pris en compte. Néanmoins, les bouteilles de gaz (vides ou pleines) devront être mentionnées quelle que soit la quantité stockée.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : État des matières stockées – Généralités

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Généralités sur l'état des stocks
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées.
<b>Constats :</b>

A la demande de l'inspection l'exploitant fourni rapidement un état des stocks comprenant les matières combustibles (repris sous l'appellation "emballages") et les produits chimiques dont certains présentent des propriétés dangereuses selon CLP.

L'inventaire "emballages" amène les remarques suivantes :

- l'identification des matières stockées est faite sous une référence produit, propre à la société. Cette typologie n'est pas pertinente par rapport aux principaux risques présentés en cas d'incendie ;
- la quantité de matières combustible est exprimée en nombre de pièces rendant difficilement appréhendable la quantité de matières combustibles présente ;
- la typologie de danger (par exemple bois/cartons / emballages plastiques,...) n'est pas précisée ;
- **toutes les matières combustibles ne sont pas reprises (par exemple les déchets, palettes...).** Les encours de production (stockage correspondant à moins de deux jours de production) ne sont pas considérés comme stockage dans l'application de cet article ;
- les stockages sont repris sur les plans d'évacuation. L'attention de l'exploitant est attirée sur les appellations utilisées qui manquent parfois de précision. Par exemple le plan du rez-de-chaussée qualifie un local sous le nom "emballage" sans mentionner s'il s'agit d'un stockage ou d'un atelier, des silos sont repris sans précision sur leur contenu. Le stockage identifié " stockage poterie" comporte des palettes composées de poteries mais aussi de cartons et palettes combustibles....Les emplacements des stockages de matières combustibles doivent être plus clairement identifiées sur plan.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Mise en demeure, respect de prescription

**Proposition de délais :** 3 mois

## N° 2 : État des matières stockées – Fiches de données de sécurité

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49

**Thème(s) :** Risques accidentels, Fiches de données de sécurité

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant dispose, avant réception des matières, des fiches de données de sécurité pour les matières dangereuses, prévues dans le code du travail lorsqu'elles existent ou tout autre document équivalent.

**Constats :**

Les FDS des matières dangereuses sont disponibles et facilement accessibles.

Deux FDS ont été demandées à l'exploitant relatives à un mélange (additif pour email) et à une substance (un email).

Pour le mélange deux FDS ont été transmises : une version 2022 d'un fournisseur, l'autre version de 2015 d'un second fournisseur. L'exploitant a confirmé que la version à jour était bien celle de 2022 et qu'il s'agissait du même fournisseur dont la dénomination sociale avait évoluée. La version de 2015 a été conservée pour archivage. L'inspection note le retrait de la mention de danger H 335 dans la version de 2022. L'étiquetage (pictogramme et mentions de dangers) correspond à celui précisé dans la FDS.

<p>Si l'archivage des anciennes FDS est fortement recommandé, l'exploitant doit mieux identifier les FDS archivées afin d'éviter toute confusion.</p> <p>L'étiquetage (pictogramme et mentions de dangers) correspond à celui précisé dans la FDS. <b>A noter que les mentions de danger figurant sur l'étiquette de l'emballage de la substance ne figurent pas en langue française. Cette obligation est du ressort du fournisseur.</b> Néanmoins, l'exploitant a indiqué avoir pris contact avec son fournisseur pour qu'il y remédie.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 3 : État des matières stockées – accessibilité à l'état des stocks

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Accessibilité des documents
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Ces documents sont facilement accessibles et tenus en permanence à la disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'état des matières stockées a été présenté dans un délai rapide (moins de 10 minutes). L'inventaire est obtenu sous forme numérique.</p> <p>L'exploitant précise que la récupération des données est possible en cas de coupure des utilités. Deux salles serveurs couplées à des onduleurs et situées à des emplacements distincts garantissent la récupération des données.</p> <p>L'exploitant précisera comment sont obtenues ces informations dans le cas où l'ordre d'évacuation des bâtiments est donné par exemple lors d'un incendie.</p> <p>L'exploitant précise qu'un inventaire physique est réalisé chaque fin d'année.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 4 : registre des produits dangereux

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 29/08/2022, article 6.1.2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, registre produits dangereux
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant tient à jour un registre indiquant la nature, l'état physique, la quantité et l'emplacement des substances, préparations ou mélanges dangereux présents dans son établissement, en tenant compte des mentions de danger codifiées par la réglementation en vigueur. Un plan général des stockages lui est annexé. Ce registre, éventuellement informatisé, est tenu à la disposition permanente de l'inspection des installations classées et du SDIS 59.</p>
<b>Constats :</b>

A la demande de l'inspection, l'exploitant fourni un état des "produits chimiques" rapidement. Cet état des stocks amène les remarques suivantes :

- l'état des stocks reprend tous les produits chimiques utilisés sur le site classifiés dangereux ou pas selon CLP ;
- les substances dangereuses y sont identifiées par "code CLP" associé au pictogramme (GHS 03, GHS 07, GHS 08...). et **non par les mentions de dangers associées aux substances dangereuses**. L'attention de l'exploitant est attiré sur le fait que le code dans l'état des stocks est repris sous l'appellation SGH (Système Général Harmonisé des Nations-Unies) au lieu de l'appellation GHS (selon CLP). Une substance dangereuse est associée à une ou plusieurs mention(s) de dangers. Dans le règlement CLP, une mention de danger n'est pas systématiquement associée à un pictogramme et à son code GHS. **Des substances ou mélanges dangereux peuvent donc se retrouver dans l'état des stocks des produits chimiques sans être identifiés comme dangereux ;**
- la cuve d'oxygène (27,5 m3) n'est pas intégrée dans l'état des stocks ;
- l'ensemble des informations demandées ne figurent pas dans l'état transmis (nature, état physique) ;
- le plan associé au registre est le plan d'évacuation. Ce plan ne permet pas de visualiser facilement les stockages de matières dangereuses. L'utilisation par exemple des pictogrammes au niveau des emplacements et l'indication de la nature du risque permettrait d'améliorer la lisibilité du plan. Il est également possible de zoomer les emplacements où sont stockées les matières dangereuses. Cet état des stocks concerne toutes les matières dangereuses sans notion ici d'encours de production.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 3 mois